

Toutefois, au cas où des députés accuseraient le gouvernement de ne pas réagir assez vite à cette crise, j'aimerais rappeler à la Chambre que l'on a publié ce matin des chiffres indiquant que 7.1 p. 100 de notre population est en chômage et que ce soir, le ministre des Finances a présenté ce qui constitue sans doute le budget le plus audacieux jamais présenté en temps de paix au Canada. Le gouvernement a présenté un budget déficitaire; il s'agit de dépenser plus de 1 milliard de dollars. Savez-vous ce que cela signifie? En détaillant les chiffres, par tranches de 100 millions, je me disais: «Mon Dieu, où allons-nous?» Un tel budget prouve que le gouvernement s'est dit: «Nous avons confiance dans le Canada. Nous ne reculons pas devant le déficit car nous savons que nous allons survivre et rester indépendants. Non seulement nous allons survivre, mais nous réussirons.» C'est là une marque de confiance qui fait honneur à notre gouvernement; il faut le féliciter pour cela.

M. Woolliams: C'est surprenant ce qu'une nomination peut faire d'un homme.

Une voix: Il a déjà eu droit à l'assiette au beurre.

M. Otto: Je m'attendais à ce que l'opposition parle de ces choses d'une façon sensée et critique. Par exemple, les projets municipaux. Je sais que le programme du gouvernement se chargera de certains; néanmoins, j'espérais que l'opposition indiquerait au gouvernement que ces projets municipaux devraient avoir un fort coefficient de main-d'œuvre. Une grande partie de l'équipement et des machines que nous utilisons est de fabrication américaine, c'est-à-dire fabriquées en dehors du Canada. Nous devons nous montrer sélectifs à ce sujet. J'espère que le gouvernement le sera en procurant des fonds pour les projets municipaux. La même chose s'applique aux provinces. Nous devons nous assurer que la majorité des 160 millions de dollars n'est pas utilisée par les provinces à des fins politiques telles que la construction de routes menant nulle part. L'argent devrait servir à améliorer le rendement de la production de biens plutôt qu'à créer une main-d'œuvre plus spécialisée, de telle sorte que lorsque nous arriverons à la seconde phase du programme qui a été présenté ce soir, les industries canadiennes seront fortes et efficaces.

M. Skoberg: De quelle seconde phase s'agit-il?

M. Otto: Nous devons dépenser d'une façon intelligente, sans nous reposer sur notre bon voisin du Sud. Si l'argent n'est pas dépensé de cette façon, nous devrions nous assurer qu'il l'est pour des projets bien pensés. Il devrait être dépensé à bon escient et non pas obligatoirement pour des projets créateurs d'emploi.

Les honorables députés qui me font face se demandent quels seront les effets de l'injection d'un milliard de dollars dans l'économie. J'aimerais tenter une réponse à cette question. Je me trouve dans les affaires depuis plusieurs années et j'ai une certaine idée de l'effet que cela aura. Comme je le dis, il s'agit de dépenser un milliard de dollars. La plupart des chefs d'entreprise et la plupart des gens savent que cette somme d'argent sera disponible. Dans le passé, les chefs d'entreprise ont limité leurs stocks et ont licencié du personnel. Les députés en ont entendu parler. Les chefs d'entreprise ont agi de la sorte parce qu'ils n'étaient pas certains de pouvoir vendre leurs produits. A présent qu'ils savent qu'un milliard de dollars sera remis entre les mains des consommateurs, car c'est là qu'ira la plus grande partie de ce milliard de dollars, les chefs d'entreprise embaucheront à nouveau les employés,

reconstitueront des stocks afin de répondre à la demande anticipée. Telle sera la réaction immédiate des cercles d'affaires à un budget tel que celui-ci.

Une voix: C'est ce qu'il faut dire à M. Nixon.

L'hon. M. Otto: Je parlerai de M. Nixon un peu plus tard.

Une voix: Lequel?

L'hon. M. Otto: Nombre de projets municipaux valables et nécessaires ont été mis au rancart. Il y a maintenant près de 72 millions de dollars immédiatement disponibles pour ces projets. Il est faux de prétendre que les municipalités devront attendre de six mois à un an avant d'utiliser cet argent. Il peut être utile de retarder quelque peu certains projets découlant de ce programme, car nous aurons une succession régulière de projets, d'emplois, de denrées sur le marché et de personnes disposant d'un pouvoir d'achat. Cela évitera en premier lieu de créer un cycle ascendant puis descendant dans le commerce.

Je parle de réalités qui existent, peu importe quand des propositions comme celles-ci sont faites, en particulier des propositions aussi spectaculaires. Elles le sont vraiment et, naturellement, on peut prévoir une forte réaction qui exercera un effet psychologique favorable sur l'industrie et sur la population.

M. Woolliams: Il y aura d'autres budgets après celui-ci.

M. Otto: Puis-je maintenant aborder la question des impôts sur les sociétés par opposition aux exemptions personnelles ou aux impôts sur le revenu des particuliers. A mon avis, 125 millions de dollars de moins en recettes fiscales, c'est relativement peu. Selon le NPD, il faudrait procéder autrement. Selon moi, toutes les catégories de contribuables devraient bénéficier d'adoucissements. Après tout, ils sont tous des consommateurs et bon nombre sont des producteurs. Tôt ou tard, il nous faudra adopter le point de vue américain, selon lequel il n'y a qu'un employeur, soit l'entrepreneur, l'homme d'affaires ou la firme, si vous voulez. Je reconnais que certaines critiques faites à l'endroit du bill relatif aux impôts sont valides. Nous devrions nous assurer, dans le bill sur la réforme fiscale, que les producteurs actifs, par opposition aux capitalistes passifs, seront ceux qui bénéficieront. Il s'agit là de deux catégories distinctes, et nous devons nous préoccuper de cet aspect de la question afin d'accroître la productivité du pays au cours de l'année et demie ou des deux ans qui viennent.

En terminant, et je ne veux pas m'étendre indûment, puis-je dire ceci.

M. Horner: Dites quelque chose au moins.

M. Otto: Je souscris entièrement à ces propositions. Nous devrions féliciter le ministre et le gouvernement, car ces mesures nous seront fort salutaires d'ici un an et demi ou deux ans. Le gouvernement n'a pas élaboré un programme général. Il nous reste à étudier les perspectives à long terme, surtout quand on se rend compte que les États-Unis sont résolus à devenir isolationnistes dans la sphère économique. Nous devons nous montrer autonomes et nous aurons besoin de programmes durables qui toucheront le travail, les banques, les subventions, les exportations, l'assurance et Radio-Canada. Toutes ces questions doivent entrer en ligne de compte.